



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

34 | 2013

Les nouvelles frontières de l'humanitaire : l'impasse syrienne

En Syrie, les humanitaires dans l'impasse

Olivier Tallès



Éditeur

Médecins du Monde

Édition électronique

URL : <http://humanitaire.revues.org/1807>

ISSN : 2105-2522

Édition imprimée

Date de publication : 22 avril 2013

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Olivier Tallès, « En Syrie, les humanitaires dans l'impasse », *Humanitaire* [En ligne], 34 | 2013, mis en ligne le 22 avril 2013, consulté le 04 octobre 2016. URL : <http://humanitaire.revues.org/1807>

Ce document a été généré automatiquement le 4 octobre 2016.

© Tous droits réservés

En Syrie, les humanitaires dans l'impasse

Olivier Tallès

- 1 **Après deux ans de conflit, les pénuries et les privations frappent les Syriens. Pendant que la population s'enfonce dans la pauvreté, les travailleurs humanitaires restent en retrait. Enquête au nord d'Alep de l'envoyé spécial du journal *La Croix* Olivier Tallès.**
- 2 Une pluie glaçante tombe sur le « camp des oliviers ». L'eau ruisselle entre les arbres fruitiers qui lui ont donné son surnom, elle longe les barbelés, déborde des fosses septiques, s'infiltre sous les abris de toile. La colline est plongée dans le silence. Les habitants du campement se serrent sous les tentes à la recherche d'un peu de chaleur. Combien sont-ils à fuir le mauvais temps ? Aux dernières nouvelles, quatorze mille personnes dont une majorité de femmes et d'enfants vivent dans ce labyrinthe de toiles plantées sur le sol humide.

Damnés de la Terre

- 3 Le camp est peuplé comme une ville, mais il ressemble à un vaste camping sauvage. L'aménagement se limite à quelques préfabriqués en guise de toilettes publiques. Les Syriens qui habitent là sont méfiants ou peu bavards. Ils n'apprécient guère que les visiteurs les inondent de questions ou les mitraillent de photos. Les pères de familles sont fatigués de disserter sur leurs conditions de vie déplorables. Ils en ont assez de nourrir, en vain, les rapports de travailleurs humanitaires armés de leurs stylos. La frustration gagne le camp. « L'aide arrive certes, mais en ordre dispersé, raconte Aymen, un ancien commerçant d'Alep. Il n'y a pas de coordination entre les secours. » Entre les ONG islamiques et occidentales, les fondations des pays du Golfe, les riches donateurs de la diaspora syrienne, chacun travaille dans son coin. Leurs programmes se superposent et parfois se télescopent. À vrai dire, le camp des oliviers baigne dans l'improvisation depuis sa création. Il est né par accident à l'été 2012, après la fermeture de la frontière par la

Turquie. La fuite à l'étranger devenant impossible, l'exode des familles s'est terminé devant les barbelés qui séparent la Syrie de la Turquie. Par la suite, le flot des arrivants s'est déversé sans discontinuer au gré des bombardements. Ici, on vient d'Alep. Là, on a quitté Homs. Partout, les citoyens découvrent les rigueurs de la vie sous tente.

- 4 Le camp des oliviers est l'un des quatre centres de déplacés entre la commune d'Atmé et le poste frontière de Bab Al-Haoua. L'Armée syrienne libre ne contrôle pas de territoire plus sûr que cette étroite bande de terre, au nord d'Alep. Les chasseurs de l'aviation syrienne évitent de bombarder les collines si proches de la frontière turque. Dans ce refuge à l'abri des affrontements, se concentre l'essentiel de l'assistance internationale en terre rebelle. Mais dès que l'on s'éloigne de la frontière, le dispositif humanitaire s'effondre brutalement. « Le monde nous a abandonnés, lâche le nouveau maire de Tall Rifat, Bachar Alito. De temps à autre, une association vient livrer un peu de matériel, quelques couvertures. Rien de bien sérieux. Nous n'avons pas vu la couleur des centaines de millions d'euros promis par la communauté internationale ». Les fonds existent pourtant bel et bien. Ils transitent en priorité par une dizaine d'agences des Nations unies placées sous la tutelle du ministre syrien des Affaires étrangères.
- 5 Ces agences délivrent une aide précieuse mais inégalement répartie par le biais du Croissant-Rouge syrien. Les secours se concentrent à l'intérieur des zones gouvernementales et n'arrivent jamais, ou presque jamais, dans la partie de la Syrie « libérée ». Le paradoxe n'est qu'apparent : c'est que les convois de vivres ne traversent pas les lignes de front, sinon à de rares exceptions. Pour soutenir le nord de la Syrie, il existerait une autre voie rapide et sûre : passer par la frontière turque, mais devant l'opposition du régime de Damas, l'ONU a préféré renoncer à cette solution.

Alep, désert humanitaire

- 6 Restent les ONG. D'ordinaire, elles ont moins de scrupules que l'ONU à braver les dictatures. Mais en Syrie, les travailleurs humanitaires ne s'aventurent guère à l'intérieur des villes aux mains des insurgés. Ils évoquent la crainte des bombes ou des enlèvements, la méfiance à l'égard des associations d'entraide syrienne, l'incapacité à trouver les bons interlocuteurs... Il y a aussi les bailleurs institutionnels qui rechignent à financer les opérations clandestines, autrement dit tous les programmes non autorisés par le gouvernement. Des associations ont dû argumenter pendant des mois auprès des bailleurs de fonds européens, si bien qu'elles ont dû repousser l'ouverture de leur programme d'urgence à la fin de l'hiver. « L'aide à la Syrie, à l'intérieur comme à l'extérieur, est sous-financée, regrette un travailleur humanitaire. Des considérations politiques ont pris le pas sur les besoins de la population. Nous n'avons pas à être fiers de notre mobilisation. »
- 7 La métropole d'Alep est un désert humanitaire comme il en existe peu dans le monde. Les combats entre les rebelles et les forces gouvernementales ont démarré au cours de l'été 2012. Après des mois d'affrontements, des dizaines de milliers d'habitants manquent d'eau, de nourriture et d'accès aux soins. Pourtant, une seule organisation étrangère y a ouvert un bureau permanent, les Tchèques de *People in need* qui travaillent dans les quartiers rebelles et se démènent sans grand moyen pour délivrer du pain.
- 8 Comment expliquer la solitude de *People in need*? Les attaques aériennes et les bombardements à l'aveugle sont certes dissuasifs, mais pas tellement plus qu'à Sarajevo et Kaboul où les travailleurs humanitaires avaient, à l'époque, continué leur mission

malgré les tirs de mortiers. « Les ONG sont à l'image de nos sociétés : elles ont développé une certaine aversion au risque. Chaque institution se veut garante de la sécurité de ses équipes », observe Fabrice Weissman, directeur de recherche chez Médecins Sans Frontières qui a ouvert trois hôpitaux dans le nord de la Syrie.

Syrie libérée, Syrie oubliée ?

- 9 Livrés à eux-mêmes, les habitants de la Syrie « libérée » tombent dans une précarité accélérée par l'effondrement de leur économie. Le chômage explose, les pénuries se multiplient, le prix des articles grimpe au rythme de l'inflation. Le coût du kilo de pain a doublé. Le lait pour bébé se fait rare et cher. Au robinet, l'eau coule par intermittence. « Dans le nord de la Syrie, près de 3,4 millions de personnes ont besoin d'assistance », affirme une étude menée par dix ONG pour le compte de la coalition nationale syrienne.
- 10 Après deux ans de guerre, la révolution est d'abord un combat contre la misère. « Les riches partent, les classes moyennes dépensent leurs dernières économies, les pauvres sont de plus en plus pauvres », note Abu Amar, le responsable de l'aide au conseil municipal d'Al-Bab. Faute de compter sur les autres, les Syriens ont tissé des réseaux de solidarité plus ou moins formels. On collecte des fonds à la sortie des mosquées, auprès de la diaspora, des associations religieuses. Les riches sont mis à contribution. Mais le dispositif d'entraide le plus élaboré est sans doute celui des médecins et infirmiers syriens. La médecine n'a pas échappé en effet à la punition collective infligée par le régime aux habitants des zones rebelles. L'aviation de Bachar el-Assad mène une guerre méthodique contre les hôpitaux, les cliniques, les ambulances et les médecins accusés de « soigner des terroristes ». Ainsi, près de 60 % des structures hospitalières du pays ont été endommagées après deux ans de guerre, selon l'Organisation mondiale de la santé. Un pourcentage sans doute bien supérieur en territoire rebelle.

La solidarité locale comme réponse

- 11 Face à la répression, les médecins et infirmiers révolutionnaires ont dessiné un système de santé parallèle. Ils tentent de quadriller les villes et les campagnes en ouvrant des centres de soins dans les fermes, les caves, les villas abandonnées, les parkings des immeubles ou les anciens bâtiments administratifs. Des médecins syriens de la diaspora, des fondations, d'ONG ou d'États comme la France aident discrètement à construire cette carte sanitaire informelle. C'est un chantier à plusieurs niveaux qui s'articule entre des points de première urgence sur la ligne de front, des cliniques d'une dizaine de lits à l'arrière et des hôpitaux près de la frontière avec la Turquie.
- 12 Une de ces cliniques a été aménagée tout récemment dans une commune située entre Alep et Azzaz. L'établissement aux allures de bunker est invisible du ciel. Il occupe les sous-sols d'un édifice à l'abandon, ce qui lui offre une protection sommaire en cas d'attaque aérienne. Un garde armé d'une kalachnikov est posté à l'entrée. « Toutes les opérations et les médicaments sont gratuits », rappelle un panneau en arabe placardé sur un mur. « Laissez les armes à l'entrée », recommande une autre pancarte. À l'intérieur résonnent les hurlements des perceuses et des visseuses. Des ouvriers fixent l'éclairage des deux salles d'opération repeintes à neuf pendant que des employés déballent des appareils de radiothérapie, sous l'œil d'un infirmier au regard las. L'homme qui se

présente sous le nom de Tarek Najjar est le directeur, la cheville ouvrière et l'âme du projet. Un rebelle en jeans lui tend une grosse liasse de billets. « L'Armée syrienne libre finance l'hôpital en grande partie », précise Tarek Najjar. Le reste du matériel médical provient de donations du Croissant-Rouge du Qatar, de Médecins Sans Frontières et de riches particuliers du Moyen-Orient.

- 13 Dans les couloirs, des parents accompagnant des enfants malades croisent des rebelles blessés sur le front ou encore un militaire du régime capturé lors de la prise de l'Académie militaire d'Al-Mouchat, le 15 décembre dernier. « Ici, nous ne sommes pas des animaux, on soigne tout le monde avec la même vigilance », assure le médecin urgentiste Abo Yazan. Ce médecin a les gestes rassurants et le regard doux du praticien à qui l'on confie volontiers ses enfants. L'homme est pourtant un « criminel » aux yeux du régime qui le traque pour « désertion » et soutien au « terrorisme ». Ancien officier de l'armée régulière, Abo Yazan a abandonné son uniforme lorsqu'il n'a plus supporté l'exécution de blessés dont il avait la charge. « Des soldats nous demandaient de sortir de la salle, puis on entendait des coups de feu », affirme-t-il. Selon ses dires, un chirurgien participait aux séances de torture. « Il y a des bourreaux parmi le personnel soignant », poursuit-il. Un brouhaha interrompt la conversation. C'est une femme en pleurs qui s'est brûlé la main en manipulant un chauffage à essence. Depuis l'arrêt des raffineries, le carburant de mauvaise qualité qui se vend au marché noir provoque une kyrielle d'accidents domestiques.
- 14 L'hôpital lui-même échappe à grand-peine à la pénurie énergétique. Les salles d'opération resteraient souvent plongées dans le noir sans la présence d'un imposant groupe électrogène. Le générateur est devenu indispensable en terre rebelle. Il compense les coupures de courant devenues quotidiennes depuis la destruction d'importantes centrales électriques dans la région d'Alep. « Le carburant est rare et cher, observe Tarek Najjar. Les trois quarts de nos frais de fonctionnement passent dans les dépenses énergétiques. » Alors forcément, il ne reste pas grand-chose pour payer les personnels, une centaine d'euros, les bons mois...
- 15 Qu'ils soient infirmiers ou chirurgiens, hommes ou femmes, tous sont volontaires. Pour ce travail à haut risque, ils n'ont d'autre gratification que celle « de se sentir utile pour la communauté », résume Fatima. Même sans argent, ils sortiront enrichis de leur expérience. Les hôpitaux clandestins sont des écoles de formation en accéléré, ce qui vaut un diplôme en ces temps de guerre. Des étudiants apprennent sur le tas le métier d'infirmier. Des infirmiers posent des drains sur les blessures. Des dentistes opèrent. « Je manque de spécialistes en neurochirurgie, en médecine vasculaire, en pédiatrie », énumère Tarek Najjar qui regrette la fuite des cadres à l'étranger.
- 16 Les hôpitaux clandestins ne font que repousser l'effondrement total du système médical en Syrie. Tous les indicateurs de santé publique sont dans le rouge. Il existe déjà des déserts médicaux dans les contrées reculées du pays. Entre Alep et la frontière turque, les soignants observent le retour en force de maladies comme la leishmaniose. Partout, on déplore l'abandon des patients atteints du cancer, la difficile prise en charge des Syriens diabétiques, les accouchements à domicile faute de maternités. Quant aux campagnes de vaccination, elles sont renvoyées à des jours meilleurs. Tarek Najjar résume : « La chirurgie de guerre a pris le pas sur la médecine ordinaire ».

RÉSUMÉS

Après deux ans de conflit, les pénuries et les privations frappent les Syriens. Pendant que la population s'enfonce dans la pauvreté, les travailleurs humanitaires restent en retrait. Enquête au nord d'Alep de l'envoyé spécial du journal *La Croix* Olivier Tallès.

AUTEUR

OLIVIER TALLÈS

Olivier Tallès est journaliste au journal français *La Croix*, chef de la rubrique humanitaire/développement. Cet article reprend de larges extraits de ses reportages parus dans *La Croix* du 5 au 8 mars 2013.